

## L'agriculture argentine dans la globalisation : connaissances et subjectivités

*Carla Gras\*, Valeria Hernández\*\**

Au cours des années quatre-vingt-dix, s'est consolidé en Argentine le processus de libéralisation politique et économique engagé, en 1976, par la « Junte militaire » qui gouvernait alors le pays. Deux conséquences majeures pour le secteur agricole furent, premièrement, l'élimination de la plupart des impôts et taxes sur les exportations, favorisant la production orientée vers le marché international ; deuxièmement, la suppression des taxes à l'importation de biens de capitaux. Parallèlement, le retrait de l'État signifia la disparition des organes régulateurs qui avaient permis la coexistence d'acteurs socialement et économiquement hétérogènes. La compétence intersectorielle acquit une nouvelle logique, pour laquelle le poids des règles du marché international a été déterminant. Par ailleurs, il y a eu d'importants changements technologiques, liés principalement à l'introduction de cultures transgéniques et aux nouvelles technologies de l'information et de la communication (comme les systèmes de GPS, services Internet, etc.), faisant de la connaissance un facteur de production essentiel. En particulier, la biotechnologie entra sur la scène rurale argentine en 1996, avec le soja résistant au glyphosate (RG) et par l'intermédiaire du semis sans labour (le « semis direct »). Les multinationales ont financé ce « combo biotechnologique » (soja RG+herbicide glyphosate), ce qui s'est avéré fondamental pour des producteurs surendettés, qui l'ont donc adopté sans trop s'interroger sur les différents types de conséquences (environnementales, sociales, etc.).

Ce nouveau cadre a impulsé un nouveau cycle de capitalisation, modifiant les seuils technologiques minimum pour rester compétitif dans l'activité agricole. L'ouverture aux marchés internationaux, les transformations de prix relatifs et des coûts (résultants de la dérégulation du marché local) ont reconfiguré les échelles de rentabilité : durant la décennie, la taille minimale pour qu'une exploitation soit « rentable » s'est accrue<sup>1</sup>. Entre 1992 et 2002, 150 000 exploitations agricoles ont

---

\* Sociologue, CONICET-UNGS – blason@arnet.com.ar.

\*\* Anthropologue, IRD – hernande@bondy.ird.fr.

1. Entre 1988 et 2002, les exploitations de moins de 200 hectares ont diminué de 26 %, proportion qui dépasse la moyenne générale. La diminution pour cet ensemble représente près de 50 % de la perte totale d'exploitation.

disparu, modifiant fortement la structure agraire nationale. Cette concentration productive a été accompagnée par un approfondissement de l'hétérogénéité intra-sectorielle et par des phénomènes de déplacement, d'exclusion ou encore de création de catégories d'acteurs ruraux.

Dans ce travail, nous centrerons notre analyse sur les catégories de producteurs moyens pour observer l'expression de ces changements, dont les conséquences ont été diverses et profondes au niveau de l'organisation des exploitations. En nous basant sur des histoires de vie enregistrées au cours de deux enquêtes de terrain (l'une dans la province de Santa Fe et l'autre dans la province d'Entre Ríos), nous tenterons de rendre compte des profils socio-productifs les plus contrastés : ceux qui ont réinvesti avec succès les nouvelles coordonnées du modèle agricole et ceux qui, au contraire, se sont trouvés expulsés du secteur. Cette stratégie d'analyse *n'implique en aucune façon* l'affirmation de l'existence d'un processus de dualisation inéluctable. Au contraire, nous espérons surtout repérer, au moyen de la comparaison entre des situations fortement divergentes, des aspects centraux des transformations en cours de la structure agraire argentine, en particulier, ceux liés à la dynamique classique de concentration capitaliste et au processus d'hétérogénéisation. En ce sens, en abordant les histoires de vie en fonction de la dynamique observée pour chaque interlocuteur grâce à notre présence prolongée dans les lieux ethnographiés [Althabe, Hernández, 2004 ; Hernández 2005], il s'agit dans cet article de restituer les logiques mises en place par des producteurs moyens<sup>2</sup>, confrontés à l'expansion d'un nouveau modèle agraire, et d'analyser les conséquences symboliques de cette expansion, sachant qu'on ne peut pas les traiter comme un simple reflet de la position des individus dans la structure agraire.

Les cas sélectionnés renvoient principalement aux processus de restructuration de l'agriculture argentine : en effet, la province d'Entre Ríos, historiquement marginale de la région pampéenne, avec des sols peu aptes à la culture, a vu son profil productif changer grâce à l'adoption du soja transgénique. Cette province, traditionnellement vouée à l'élevage, est ainsi devenue un exemple du processus d'« agriculturisation » qu'a connu le pays dans les dernières décennies. L'autre exemple (Santa Fe) est le noyau agricole central de la région, rapidement intégrée au marché économique mondial. La valeur et la productivité des terres y sont par conséquent bien supérieures<sup>3</sup>.

2. La sociologie rurale regroupe, sous la catégorie de « secteurs moyens », un vaste ensemble de profils, dont les traits sont la présence de la famille dans la gestion de l'unité agricole et l'interconnexion entre accumulation de capital et bien-être familial.

3. Il n'est pas pertinent, pour le genre de réflexion qui nous intéresse ici, de comparer les exploitations sur la base de leur extension (200 hectares à Santa Fe peuvent être équivalents à 3 000 hectares d'une exploitation d'Entre Ríos), ou sur la base d'un autre critère quantitatif. Il nous intéresse plutôt que nos interlocuteurs se reconnaissent comme appartenant au secteur des producteurs familiaux moyens.

## **Le management moderne de l'activité agricole : vers un profil « entrepreneurial »**

À Entre Ríos, nous avons suivi les activités du *groupe Cristóbal*, constitué de huit membres permanents. Ce groupe se réunit tous les mois pour échanger informations, connaissances et expériences concernant la gestion des exploitations respectives (entre 500 et 2 600 hectares). À cette occasion, des « invités » y participent, généralement entre sept et dix producteurs, des « amis » de la région. L'économie familiale dépend de façon plus ou moins importante du revenu agricole et, dans tous les cas, il s'agit d'une agriculture diversifiée. Leur profil productif se trouve donc à mi-chemin entre le type paysan et le propriétaire terrien classique.

Nos interlocuteurs sont des hommes (entre 55 et 65 ans), responsables de la gestion des exploitations, ils appartiennent à la troisième ou quatrième génération de producteurs. Dans les entretiens individuels, la référence plus ou moins explicite au passé de « colon » apparaît, en faisant allusion à la figure d'un promoteur (généralement un aïeul italien) qui, partant de rien, réussit à construire un patrimoine, « ses terres » (« *el campo* »). Celles-ci ne se réduisent pas à leur dimension économique : au moyen de la terre, l'individu s'inscrit dans la dynamique familiale. En effet, les *terres* se reçoivent d'un parent et se lèguent à un autre. La référence à la descendance, la présence active des jeunes générations pour les tâches quotidiennes, montrent l'importance que revêt, pour ces acteurs, la propriété familiale. Les *terres* ne représentent pas seulement un espace productif ; elles constituent aussi un lieu de construction symbolique collective et individuelle. Il s'agit d'un patrimoine économique, social et affectif essentiel, car il cristallise l'appartenance au lignage. Ce capital recouvre différentes dimensions qui, en s'articulant, ont une incidence indirecte sur les stratégies socio-productives que chaque producteur parvient à mettre en pratique.

Cependant, la plupart de nos interlocuteurs choisissent de commencer leur récit par les créances professionnelles plutôt que par l'inscription familiale. Ils se situent dans un univers social élargi, et rendent compte de ce qui leur a permis d'atteindre leur position actuelle. Une dialectique particulière se construit alors entre l'appartenance familiale et la volonté de se distinguer de son origine « traditionnelle » afin de construire sa propre identité « moderne », qu'ils exposent comme porteuse de « nouveaux savoirs ». Nous reprenons, dans notre analyse, cette ambivalence (rupture avec le passé et construction d'une continuité symbolique) avec l'idée de « génération témoin ».

### *Temporalité et espaces d'action*

Les présentations biographiques développent un argument central, dont le leit-motiv est de montrer comment l'individu fait progressivement face aux difficultés qui découlent du contexte national ; leur outil fondamental est la « capacité à répondre » à chaque situation conjoncturelle. Dans ce scénario, les « autres » apparaissent, soit incarnés comme une figure négative par les agents de l'État et la classe politique, soit sous une forme positive par les associations techniques de producteurs.

Le rythme quotidien de ces producteurs s'organise autour du calendrier agricole, mais il introduit également de nouvelles variables. On observe donc un agenda ponctué d'événements comme les foires agricoles, les séminaires de formation, les congrès, à travers lesquels les acteurs cherchent à obtenir des « savoirs certifiés », *inputs* précieux pour l'organisation du travail. La plupart d'entre eux est capable de prévoir deux cycles annuels, en intégrant la connaissance scientifique pour la réalisation d'une prévision efficace. C'est un élément non négligeable en vue des conditions objectives du travail agricole (climat, régime des pluies, caractéristiques des sols). Ce changement indique que ces producteurs possèdent aujourd'hui, en plus de l'expérience et des savoirs hérités, une capacité de prévision qui se nourrit de l'information et des systèmes experts auxquels ils ont pu accéder. L'adoption du semis direct (SD) et du « combo biotechnologique » qui lui est associé a permis, en ce sens, non seulement la transformation d'exploitations d'élevage en exploitations agricoles, mais aussi la double culture, grâce à l'acquisition d'un contrôle plus précis des périodes de semence.

L'informatique est également présent au quotidien, comme « instrument de gestion » (pour la comptabilité, le contrôle des stocks, le suivi de l'utilisation des produits agrochimiques, etc.), aussi bien que pour son aspect interactif et producteur d'information (Internet, mail, réseau, etc.). Ainsi, l'exploitation agricole n'est qu'un des multiples espaces dans lesquels s'impliquent ces producteurs, et pour certains d'entre eux, il ne représente guère le principal référent. Ces agriculteurs développent leurs activités dans un milieu qui présente un dynamisme et un intérêt remarquable pour la connaissance scientifique et technique. À l'image plutôt traditionnelle de l'agriculteur qui tient son savoir de sa relation pratique avec la nature, s'en ajoute une seconde, celle de l'expert, soucieux d'actualiser, par tous les moyens, ses connaissances dans le domaine agricole.

À ce sujet, les associations techniques jouent un rôle fondamental, et relèguent celles orientées vers l'action syndicale ou coopérative. C'est le cas de l'Association Argentine de Producteurs de Semis Direct (AAPRESID) : petite association de promotion du semis direct dans les années 1980, elle s'est convertie au cours de la décennie quatre-vingt-dix en référent idéologique d'une partie non négligeable des producteurs. AAPRESID fut la première organisation à promouvoir les cultures transgéniques, en se faisant porte-parole des intérêts d'un secteur relativement important de producteurs, de semenciers internationaux et nationaux, et d'entreprises d'agrochimiques.

Les membres du *groupe Cristobal* valorisent tout particulièrement l'apport en terme de connaissances techniques, agronomiques et de gestion offert par cette association, un aspect qui s'avère de toute première importance pour caractériser le profil identitaire auquel ils aspirent : celui d'« entrepreneurs innovateurs ruraux ». Ce modèle, promu fondamentalement par AAPRESID mais pas seulement, suppose une souplesse commerciale qui, en plus de la gestion de savoirs-experts appliqués à la production, permet une appropriation « ultramoderne » des diverses ressources (matérielles, cognitives, naturelles, humaines), et les amène à optimiser, en terme du marché, les rapports coûts/bénéfices, viabilisant une forme d'exploitation

spécifique. Leur capacité à gérer divers types de facteurs pèse comme élément relevant du changement socio-productif des années 1990. L'efficacité de cette gestion passe principalement par l'assimilation de nombreux savoirs-experts, qui exigent, comme l'expliquent nos interlocuteurs, de savoir « manier les chiffres », de comprendre qu'ils « disent certaines choses », et qu'il est nécessaire de les « écouter ».

### *Flexibilité productive et polyvalence cognitive*

Les intégrants du *groupe Cristóbal* gèrent leurs exploitations par l'articulation d'activités productives, commerciales, de prestation de services, et définissent ainsi leur profil polyvalent. La complémentarité des activités développées s'opère non seulement en alternant les fonctions de soutien que chacune d'entre elles assume pour chaque contexte (prix, coûts de production, taux de change), mais en se construisant aussi autour des réseaux sociaux concernés par ces activités. Considérons deux exemples : en tant que *producteurs* agricoles, ils font partie des institutions propres du secteur (INTA<sup>4</sup>, groupes de producteurs, coopératives, associations techniques et/ou corporatives) et accèdent à l'information-connaissance qui y circule. En tant que *commerçants*, ils participent à des cercles liés au marché de biens et de services agricoles (bourse de céréales, banques, assureurs, entreprises de biens d'équipement, organismes stockeurs). Cette pluralité d'insertion leur permet de cultiver un contact quotidien avec les différents acteurs qui interviennent dans l'espace rural, en multipliant ainsi les opportunités de faire des « affaires » et en étendant leurs réseaux sociaux locaux, nationaux et internationaux.

Cependant, ce système articule des activités diverses dont la valeur symbolique est distinctive : si dans tous les cas, la terre a pour origine l'héritage familial, les autres activités (commerce, affaires, etc.) relèvent d'une entreprise personnelle. À partir de l'analyse de cette position distinctive du patrimoine terre, on peut affirmer que si toutes les activités contribuent, en proportions variées, à la reproduction matérielle de l'unité domestique, seule l'exploitation a une fonction de reproduction symbolique de la famille au sens large, en assurant la liaison générationnelle :

(...) le « campo » est à mon fils, et comme je l'ai reçu, je me dois de le donner à mon fils et j'espère que mes enfants feront de même (Sébastien, 61 ans).

Nous pouvons donc comprendre plus profondément l'imbrication des dimensions qui contiennent et structurent cet espace-objet particulier, *les terres*. On y mesure non seulement la capacité de gestion, la connaissance du milieu agraire, et la formation reçue, mais on y met également en jeu la compétence/solidarité intergénérationnelle, qui demeure intimement et affectivement liée à la subjectivité : « si mon grand-père et mon père ont réussi, je dois réussir, ainsi que mes enfants et leurs enfants ».

Un autre aspect présent dans tous les récits se réfère au « genre » de ce patrimoine : ceux qui « donnent » l'héritage sont les pères. Les mères demeurent

4. Institut National de Technologies Agricoles.

absolument absentes de cette fonction. Les femmes peuvent « recevoir » un héritage, mais n'apparaissent pas dans le registre symbolique comme « donneuses » du « *campo* ». Les terres se transmettent donc, comme le nom de famille, par ligne paternelle. En ce sens, lorsque les producteurs parlent de ses « *campos* » comme de « leurs racines », ils renvoient à une fonction de construction de leur masculinité. La terre héritée est de cette sorte un élément de construction de l'« être masculin », ce qui ajoute un nouveau facteur à l'analyse de cet objet au statut bien spécifique. La conservation des terres engage la reproduction de l'identité familiale, à laquelle il faut désormais ajouter la référence au statut sexué de la personne, pour qui « perdre le *campo* » signifie donc une rupture profonde, qui touche à sa consistance symbolique première. D'où provient, peut-être, comme nous allons le constater, la remarquable difficulté ressentie par les *Santafecinos*<sup>5</sup> lorsqu'il s'agissait de raconter et de donner sens à la perte de leurs terres.

En somme, puisque l'administration des « *campos* » est tout à la fois objectivement et subjectivement engageante pour nos interlocuteurs, leur insistance sur cette problématique ne doit pas nous étonner. Elle nous permet, de surcroît, de comprendre l'importance accordée à la gestion et au management de l'exploitation, ainsi que les longues méditations sur les investissements, leur rentabilité ou non pour l'entreprise familiale, ou le mode de distribution des revenus. L'observation analytique de cette question nous amène à revenir, avec de nouveaux éléments d'observation, par exemple sur le rôle clé accordé à l'adoption du semis direct. En effet, en intégrant cette technique, ils ont réussi à simplifier substantiellement la gestion financière et productive de l'exploitation, ce qui a conjointement permis d'assurer la reproduction symbolique de leur identité familiale et, de ce fait, leur identité personnelle, en renouvelant l'engagement subjectif porté par ces facteurs.

### Un paradigme du nouveau « self made man »

Les producteurs du *groupe Cristóbal* partagent et revendiquent leur capacité de gestion, comme partie prenante de leur profil identitaire « moderne » et « innovateur ». Pour se distinguer des producteurs plus « traditionnels », ils nous parlent de l'importance des « chiffres » ou, d'une façon générale, de la nécessité d'un « équilibre » entre toutes les ressources qu'ils gèrent et les diverses activités qu'ils entreprennent :

« Procéder par administration », est une expression qu'on utilise dans le secteur agricole et qui signifie que tu as un coût si tu fais toi-même l'administration et un autre si c'est un tiers qui la fait. La gestion permet de compter les machines agricoles comme si tu les avais louées à un tiers ; cela te permet de savoir si tes machines agricoles sont rentables ou non, si économiquement il te convient de les avoir, ou de les louer. Bien sûr, cela c'est la logique des chiffres. Maintenant si tu la transfères à la partie productive, tu dois tenir compte du moment opportun d'usage et de disponibilité de la

5. « *Santafecinos* » et « *Entrerrianos* » doit être interprété comme une forme abrégée (au lieu de « groupe de producteurs d'Entre Ríos ») pour se référer au groupe de producteurs interviewés durant les deux enquêtes de terrain.

machine. Par exemple, pourquoi je n'ai pas de moissonneuse-batteuse ? Parce que si je la transpose au niveau des chiffres, le résultat est négatif : les chiffres me disent que je dois la louer et ne pas l'avoir moi-même, sur mon « campo ». (...) C'est encore une chose que te montre la gestion : les chiffres disent que je ne peux pas avoir un camion à moi [pour transporter la production], et donc, j'en loue un (Sébastien).

Pour ces producteurs, les chiffres « parlent », et ils doivent les interpréter correctement pour s'assurer une gestion d'entreprise « réussie ». La gestion et le semis direct apparaissent dans ces récits comme les marqueurs d'une particularité, qui les différencie des autres producteurs : l'introduction de la connaissance technoscientifique pour réussir une gestion rationnelle et efficace des exploitations.

En 1988 (...) nous avons commencé à semer 100 ha [et le reste était de l'élevage]. Quand le semis direct est arrivé, il y a eu une explosion ; ce qui m'est arrivé, est arrivé à presque tous les producteurs. Nous avons commencé à semer de plus en plus. (...) Mais j'avais l'expérience de la coopérative : beaucoup de gens (...) en voulant s'agrandir, n'étaient plus efficaces dans la gestion de leurs « campos » (Cacho, 60 ans).

L'équilibre (entre inversion et efficacité), à laquelle Cacho fait référence, n'est ni facile à obtenir, ni présent chez tous les producteurs agricoles. La capacité à anticiper en faisant jouer « la gestion » qu'il évoque est un trait spécifique du nouveau profil socio-productif que ces acteurs incarnent. Dans ces récits, le critère « innovateur » apparaît régulièrement : non seulement en revendiquant l'adoption du SD, mais aussi en parlant de la gestion du bétail, de l'intégration de nouvelles machines ou de l'intérêt pour l'informatique et les systèmes de gestion modernes (type GPS). Ce profil d'innovateur est associé à celui d'entrepreneur, tel qu'il est valorisé par l'association de référence privilégiée : AAPRESID. Dans leurs discours, outre la considération de facteurs agricoles, ils expriment la nécessité de les articuler avec ceux dérivés de la logique marchande, du monde de la finance et avec l'observation des comportements de la concurrence (superviser les changements successifs des concurrents pour être toujours dans une position d'« avantage comparatif »).

Cependant, ils ne s'auto-définissent pas comme entrepreneurs ruraux, ni ne parlent de leur exploitation comme d'une « entreprise-réseau », tel que le font les cadres directifs d'AAPRESID ; au contraire, ils se décrivent comme des producteurs agricoles qui travaillent leurs « campos ». La figure de l'« entreprise-réseau » mise en avant par l'association dépasse l'entreprise familiale classique, dans la mesure où le nouveau modèle productif intègre à l'administration les relations salariales, la « tertiarisation », et l'emploi de services. Pour les membres du *groupe Cristóbal*, le modèle proposé par AAPRESID constitue un horizon vers lequel ils tendent, plutôt qu'une réalité définitivement installée dans leur quotidien. L'entrepreneur-innovateur fait figure d'*alter ego*, c'est un facteur d'émulation. Cette position d'« aspirants » est liée au caractère de « génération témoin » qu'ils partagent avec leurs interlocuteurs de Santa Fe : les uns comme les autres font l'expérience du remplacement d'un modèle productif, catégorisé comme « agriculture familiale », par un autre que l'on peut qualifier de « modèle entrepreneurial innovateur », associé d'une part aux transformations macro-économiques, et d'autre part aux changements apportés par les biotechnologies et les nouvelles

technologies de l'information et de la communication [Hernández, 2007]. Pour certains acteurs, comme ces producteurs *Entrerrianos*, cette expérience suppose une promotion vers la couche sociale supérieure. Pour d'autres, cela a signifié la perte de leur condition de propriétaire et de leur inscription comme producteurs agricoles.

### Les déplacés : anciens ou nouveaux acteurs du secteur rural ?

Le second travail de terrain a pour épicerie un village du sud de Santa Fe. Il s'agit d'une région agricole à forte présence historique de la production familiale, et une des plus importantes de production de soja du pays. Cette couche de producteurs a été historiquement intégrée à l'économie d'exportation pampéenne et, malgré leur hétérogénéité, ils ont eu des liens avec les marchés financiers, fonciers et de l'achat de biens d'équipement. On les appelle « fermiers » en référence à la modeste superficie de leurs « *campos* » ou à l'apport décisif du travail familial, mais aussi en référence à leurs identités sociales et politiques, liées à la défense de la propriété familiale et à l'action régulatrice de l'État.

Nos entretiens concernent seize ex-propriétaires qui ont vendu leurs « *campos* » durant les années 1990. Comme certains sont revenus ensuite à l'activité agricole à travers la location de terres, nous avons abordé le problème comme une question de *déplacement* d'une forme d'agriculture familiale à une autre, où la propriété de la terre devient secondaire<sup>6</sup>. Les personnes interviewées ont un facteur commun : la vente de leurs exploitations survient à la suite de dettes envers les banques et les coopératives. On peut remarquer que la dette est l'événement marquant qui concentre certains pré-requis des nouvelles dimensions de la production – le changement d'échelle, l'intégration de technologies. Face à elles, les récits parlent de stratégies récurrentes, pour essayer de trouver un nouveau point d'équilibre afin de rester dans l'activité productive : la réduction de la superficie travaillée (en cessant de prendre des terres à des tiers et en se concentrant sur les leurs) ; le développement d'autres activités pour détacher le fonctionnement de l'exploitation agricole de l'entretien de la famille ; la vente de machines et d'outils.

Parmi ces stratégies, la consultation d'organismes ou d'associations techniques en vue d'alternatives de production n'apparaît pas. Au contraire, les *Santafecinos* ont persévéré dans l'idée d'une connaissance technique fondée sur l'expérience. Les difficultés qu'ils remarquaient étaient d'une autre nature (prix, taux d'intérêts), causées exclusivement par les variables économiques. La remise en question de ce « savoir-faire » apparaît ultérieurement dans la réflexion, souvent à travers l'espace de réflexion ouvert par l'entretien. Cela nous a amené à aborder les processus d'expulsion non seulement comme liés à des problèmes d'échelle et d'intégration

6. Parmi les trente ex-propriétaires identifiés habitant encore le village, seize ont accepté l'entretien ; parmi eux, sept ont repris une activité comme fermier, les neuf autres sont d'anciens producteurs. Cinq d'entre eux travaillent actuellement dans un secteur d'activités non agricoles et quatre perdurent dans le secteur agricole comme prestataires de services.

économique, mais aussi comme un phénomène qui nous renseigne sur les transformations des identités et les pratiques qui leurs sont associées.

### *Redéfinition du « faire » et de l'« être » agriculteur*

Nos interlocuteurs sont des hommes : la plupart, ont moins de 65 ans et sont fils ou petits-fils de producteurs, de ces premiers « gringos » qui se sont installés dans la région au début du xx<sup>e</sup> siècle. Majoritairement, ils possédaient des exploitations de moins de 200 hectares (héritages familiaux) et certains d'entre eux travaillaient également des terres louées. Les différences relatives à la taille des exploitations ainsi que l'importance d'autres ressources contrôlées – le capital disponible, tant en bétail qu'en machines –, sont des indicateurs des différents stades de capitalisation atteints par nos interlocuteurs. En partant des schémas productifs mixtes (agriculture-élevage), ils ont adopté, dans les années 1990, la double culture (blé-soja), avec une tendance à la monoculture de soja. Cette stratégie les laissera sans alternative productive, dangereusement dépendants du soja et des multinationales.

Au cours des entretiens, ils ont évoqué les changements dans leurs activités, en particulier, la nécessité d'augmenter le capital du fait de nouvelles demandes : le paiement des semences et des biens d'équipement, l'emploi de services, les nouvelles formes de consommation familiales consécutives au transfert de leur résidence vers les villages. Ces changements dans le mode de vie rural prennent un sens associé au contraste entre un « avant » et un « après », entre cet « être agriculteur » suivant l'image héritée et le profil dérivé du nouveau scénario d'action :

Je crois qu'il y a une différence avec la façon de vivre la ferme avant ; aujourd'hui, il y a une demande de technologie, qui s'est traduit par un coût fixe, que mon père, en 1930, n'avait pas (...). Eux, [papa et maman], ils n'avaient pas besoin d'argent : pour leur manger, ils prenaient un poulet ou un cochon de leur élevage, (...) ils prenaient le sulky, et n'avaient pas besoin de combustible, et c'était tout. Aujourd'hui si tu n'as pas de téléphone, ça ne marche pas, si tu n'as pas de 4.4, ou pas de tracteur, c'est pas possible... (Juan, 45 ans).

On voit apparaître ici des indicateurs de la transformation d'une forme d'agriculture familiale, dont la logique de reproduction est étroitement articulée avec l'unité domestique. Bien que les premières traces de ces changements commencent dès la fin 1970, on peut affirmer que le modèle s'est définitivement enraciné dans les années 1990, allant de pair avec l'évolution technologique et les nouveaux modes de flexibilisation du travail. Ces conditions ont renforcé des subordinations antérieures, tout en instaurant de nouveaux ressorts de vulnérabilité. Contrairement à d'autres crises évoquées par nos interlocuteurs, la configuration particulière des années 1990 provoque une crise qui « cette fois » se résoudra par la disparition de leurs exploitations.

En effet, en premier lieu, participer de l'expansion du soja a impliqué d'assumer des risques *sans* la « protection » des politiques publiques qui, pendant plusieurs décennies, avait offert un cadre institutionnel de développement agricole dans le pays. Ceux qui avaient été protégés par un État plus ou moins protectionniste, se retrouvaient désormais dans une Argentine où toutes les activités économiques

étaient dérégulées. Dans ce contexte, les coopératives, espaces traditionnels de référence pour ces acteurs, ont elles aussi changé leur dynamique interne, fonctionnant dorénavant selon l'équation « coûts/bénéfices ». Ces transformations institutionnelles ont rendu le paysage rural hostile à nos interlocuteurs.

En second lieu, le nouveau modèle productif supposait d'autres modes d'appropriation des anciens facteurs. Ainsi, si pour les producteurs *Enterrianos*, la terre acquiert un nouveau statut – en s'inscrivant dans une gestion intégrale de l'exploitation, où la distinction entre propriété, héritage et rente change de contenu –, chez les ex-proprétaires de Santa Fe, cette distinction se maintient dans des termes classiques : des terres d'origines distinctes (héritées, achetées, louées, etc.) se gèrent suivant des critères spécifiques.

La perte du patrimoine familial a recouvert, pour ces producteurs, quelque chose d'autre qu'une simple perte de capital, puisque « *campo* » et nom de famille » étaient historiquement associés. D'un autre côté, nos interlocuteurs ont conscience des difficultés pour la reconstruction de leur patrimoine du fait de la hausse des prix de la terre survenue ces dernières années. Se défaire des « *campos* » étaient donc une décision transcendante, évoquée comme une situation dans laquelle ils se retrouvaient « sans rien », bien qu'ils disposaient encore, objectivement, de ressources matérielles (maison, machines, etc.). La perte de ce capital particulier, pilier symbolique et social, a compromis, comme nous le verrons ci-dessous, leur disposition à comprendre la situation dans sa globalité.

### *Travailler et faire faillite*

Le rapport qu'établissent ces producteurs entre leur dette et l'adoption de technologie est un premier élément qui, dans leur lecture de la situation, peut expliquer la spécificité de cette dernière crise. Pour comprendre cette connexion, ils font appel à divers facteurs : des politiques économiques gouvernementales jusqu'à l'envolée de la rente des terres, provoquant le réchauffement du marché foncier, en passant par le fonctionnement des banques et la redéfinition du rôle des coopératives. Ces éléments n'ont pourtant pas été hiérarchisés dans leur récit et les « causes » sont exposées de façon décousue, sans qu'on y trouve le poids qu'elle pourrait revêtir dans l'explication du processus d'endettement.

On se trouve ici face à l'un des nœuds du problème : l'expérience antérieure, liée à l'assimilation de valeurs associées aux fermiers, offre peu de moyens, non seulement pour comprendre la situation passée, mais aussi pour réfléchir à ce qu'il faudrait faire pour se remettre sur la bonne voie. Autrement dit, « travailler dur », « supporter les mauvais jours », comme depuis toujours, aurait amené à une situation impensable : « tout perdre en travaillant ».

Le second élément dont l'évolution provoque une incompréhension parmi ces producteurs concerne, nous l'avons souligné, le rôle de cet espace de rencontre et d'appartenance privilégié qu'est la coopérative :

Je pensais qu'en étant dans une coopérative, on donnait un coup de main à celui qui ne s'en sortait pas : on lui donnait le grain pour qu'il continue à travailler et qu'il

puisse rembourser un peu chaque année. (...) Alors, [quand tu fais faillite], ils doivent te donner un coup de main, tu vois ? Mais non, ils commencent par te fermer la porte et les menaces commencent, les mauvais traitements, et ils te blessent davantage (Lucas, 43 ans).

Ce récit souligne la distance par rapport à l'institution « mère », reflétant également le changement de scénario économique et politique : la coopérative, qui a *toujours* soutenu les producteurs dans les moments critiques, était devenue celle qui demandait des comptes aux endettés, s'en remettant à la réalité du marché. Le soutien traditionnel d'une agriculture familiale changeait ses exigences, se faisant l'écho des processus plus large de transformation sociale (marchandisation des logiques institutionnelles)<sup>7</sup>.

Les interlocuteurs de la coopérative et le cadre de référence changent aussi : au lieu d'avoir à faire à d'autres fermiers, ils doivent affronter des « professionnels » (avocats, comptables) dont les discours provoquent une certaine stupéfaction :

Il y avait un avocat de la coopérative, un type très strict, quand il te disait les choses, ça faisait peur, parce que ce qu'il disait était contraignant, mais c'était vrai (Lucas).

Ces professionnels les incitaient à prendre des décisions qui induisaient une façon totalement différente de penser la gestion de l'exploitation et la relation à la terre, désormais marquée par l'efficacité et la rationalité technique, celle des chiffres. Le passé perdait de sa valeur dans ce nouvel espace de significations ; de même, certains savoirs devenaient obsolètes, alors que s'affirmait l'exigence d'une plus grande « professionnalisation », incluant la gestion financière, l'organisation flexible des ressources productives, la gestion des aspects économiques et comptables, la planification. Ces nouvelles aptitudes ne se transmettaient pas « de père en fils », et diluaient de surcroît l'efficacité des savoirs pratiques accumulés, ou plus précisément, demandaient au producteur de revoir et d'actualiser ses propres savoirs. Ainsi, la confrontation avec le nouveau modèle les a amenés à mettre en doute leur propre savoir-faire, sans faire place à des pratiques adaptées.

À l'évolution de la coopérative, l'institution la plus proche du fermier, s'ajoute celle du marché de la terre, où la pression pour un changement d'échelle a engendré la hausse des prix. On voit alors s'affirmer l'une des figures qui s'opposait traditionnellement aux fermiers : celle du rentier, essentiellement agent commercial, subordonné à la logique du marché, contrairement à l'agriculteur, qui incarne des logiques économiques, avec des liens affectifs et des appartenances préalables.

Une troisième caractéristique peut être repérée à travers l'évocation d'un acteur reconnu par son discours scientifique. Dans le modèle de l'agriculture familiale, la traduction des connaissances techniques en termes accessibles et leur assimilation

---

7. Le système coopératif a été très fortement présent dans le monde rural pampéen. De nombreuses coopératives du sud de Santa Fe étaient intégrées à la Fédération Agraire, l'entité corporative issue des luttes des fermiers pour l'accès à la terre en 1912. Ces coopératives – dont la distribution coïncide généralement avec l'émergence de bourgs et de villages – commercialisent la production céréalière, financent les biens d'équipement et offrent des conseils techniques. Nos interviewés sont des fils et petits-fils de sociétaires de coopératives, et se réfèrent à elles comme « institution mère » des fermiers : elles furent l'instrument économique historique pour la défense du secteur.

pratique se faisait à travers les relations interpersonnelles, à la coopérative ou au bar, espaces où l'on échangeait sur les questions techniques. La *confiance*, primant sur le système d'expertise, opérait ainsi comme un élément fondamental de la transmission et de l'appropriation des savoirs. Nos interlocuteurs ne circulaient d'ailleurs pas par des espaces de sociabilité comme ceux proposés par les congrès, les foires, les journées d'étude. L'accès à ces espaces n'est pas seulement coûteux ; il est aussi considéré comme tout à fait éloigné de leurs besoins. Ces producteurs, qui se décrivent comme des « hommes de la campagne », n'ont pas eu accès à ce changement de profil, malgré leur parfaite connaissance de ses caractéristiques.

Le recours au crédit, une pratique courante dans la vie des producteurs, fut un autre facteur qui rendait difficile l'assimilation des continuités et des ruptures entre un modèle et l'autre. Dans les récits, l'étonnement face au dénouement impensable de l'endettement apparaît clairement, car rien ne leur indiquait que le « recours au crédit » puisse les conduire à l'aliénation totale de leur patrimoine :

Nous avons toujours eu recours au crédit. On avait l'habitude de payer des intérêts de 20, 30 % ! alors quand ça arrive [il fait référence aux cédules hypothécaires], à des taux de 9, 11, ou 7 %, c'est la panacée ! Mais finalement la rentabilité est nulle, et on ne pouvait donc pas payer : ni 7, ni même 2 %... (Juan).

Face à cette situation complexe et méconnue, les décisions prises (prendre un nouveau crédit pour payer le précédent) les ont emportés dans un engrenage d'intérêts et d'obligations retardées. Le contexte international ne les a pas aidés : les coûts de production et financiers ont connu une augmentation soutenue, alors que les prix des produits oscillaient. Ainsi, pour une grande partie d'entre eux, un déplacement s'est opéré, de l'inscription comme propriétaire à celle de prestataire de services, ou tout simplement vers un nouveau métier (forgeron, charpentier, confection).

En cinquième lieu, le changement de statut de la terre n'a pas été intégré à la gestion des exploitations. En effet, celle-ci ne représente plus un symbole familial mais, insérée dans le nouveau système, elle est devenue une pure marchandise. L'évolution du modèle productif oblige à flexibiliser et à assigner de nouvelles valeurs aux différents éléments (les services, la présence du capital financier et le rôle du capital fixe « terre ») ; ils ne se lisent plus de la même façon puisqu'ils sont soumis à d'autres règles.

Les éléments signalés montrent que c'est la conception même de l'activité agricole qui doit être reconsidérée. Dans leurs récits, les producteurs nous parlent d'un processus par lequel « être » et « faire » se différencient, s'éloignent et s'opposent. Reconstruire le « faire » devient une tâche constante chez l'acteur. L'« activité » est le résultat d'une création individuelle, non exempte d'incertitudes, de « coups durs », fruits d'un processus à travers lequel l'identité du sujet qui se construit ne renvoie pas à la forme établie par le marché traditionnel du travail rural (employé de ferme, producteur, rentier, etc....), mais démontre, au contraire, la flexibilité matérielle et symbolique qui remettent en question d'anciennes représentations, vis-à-vis de soi comme de son groupe d'appartenance :

Notre mentalité, c'est : si on peut faire tout nous-mêmes, tant mieux. Mais ici c'est devenu une question d'entreprise, d'affaires. Il a fallu éradiquer la fierté de travailler et tout cela, mais rien n'y fait : un type qui a cent hectares ne peut pas acheter une machine de quarante mille dollars (...). Notre mentalité c'est ça : avoir nos propres machines sur nos « campos »,... parce que c'est ça l'agriculteur ! (Juan).

Pour une part important de nos interlocuteurs, la perte de la propriété de la terre s'est accompagnée de projets variés : monter une entreprise de prestation de services, exploiter le « campo » d'un tiers, louer des terres pour les travailler soi-même, ou encore combiner toutes ces alternatives. Les caractéristiques de cette réintégration à l'activité agraire rendent compte de l'émergence, encore fragile, des caractéristiques du nouvel acteur rural mis en avant par le modèle – détaché des relations sociales préalables, structuré par la matérialité économique et symbolique du patrimoine familial – et nous montre finalement la transformation de l'agriculture familiale.

## Conclusions

Nous soulignons dans un premier temps l'horizon d'action évoqué par les profils analysés, c'est-à-dire l'espace symbolique dans lequel un sujet inscrit son action (qu'elle soit discursive ou pratique). Cet horizon a recouvert des formes et des contenus variables suivant les deux cas. Les entrepreneurs ruraux ont développé des entreprises réussies qui requièrent deux traits essentiels : la flexibilité sociale et la polyvalence cognitive [Hernández, 2007]. La flexibilité, pour passer d'un champ social à un autre, d'un code à un autre ; la polyvalence, car leurs multiples secteurs d'intervention exigent des savoirs particuliers, qu'il est nécessaire d'articuler de façon, pour le moins, non conflictuelle. Cet acteur doit, d'une part se positionner comme interlocuteur valable dans chaque contexte d'intervention, et d'autre part, conjuguer les modes de communication distincts voire opposés. Flexibilité et polyvalence sont des aptitudes nécessaires pour ceux qui aspirent à avoir une « entrée » dans tous les champs sociaux et à y être reconnus comme acteurs légitimes.

Dans ce contexte de mobilité importante, le monde rural comme lieu d'inscription du travail représente un choix pour ces entrepreneurs, dans lequel interviennent des aspects personnels, familiaux et affectifs, mais aussi politiques, sociaux et économiques. Dans le cas des ex-proprétaires *Santafecinos*, « *el campo* » se représente différemment : il fonctionne symboliquement comme une condition qui précède l'existence même des sujets. Ils y sont nés, ils y ont grandi, et « ne sachant rien faire d'autre », ils n'avaient pas d'autre choix que de prendre en main cet héritage familial. Dans cette temporalité construite comme un *destin*, l'identité individuelle reste subordonnée à l'identité collective. Cette détermination est un pilier si solide qu'ils n'ont pas pu acquérir suffisamment de poids symbolique ni contrebalancer l'importance de cet ancrage familial, y compris dans les cas pour lesquels sont apparus d'autres espaces d'appartenance ou d'action.

En dehors de l'espace familial, les situations relatées par ces producteurs sont connotées négativement. L'insertion dans des espaces étrangers à leur *champ* a

donné des résultats peu encourageants : la location ou l'achat de terres non familiales (ou de machines pour les travailler) sera l'origine de la dette qui provoquera la banqueroute. Certains espaces, où se jouait et se construisait la sociabilité, changent de signe : ainsi le bar, les réunions de la coopérative, la fête annuelle organisée par la municipalité, ne sont plus des espaces accueillants, ou bien ils se sentent eux-mêmes exclus. Si on se souvient, en revanche, des cercles étrangers au monde rural où circulent les entrepreneurs *Entrerrianos*, on voit qu'en général, ils constituent une source de moyens importants pour la bonne marche des affaires agricoles : les foires rurales, les séminaires pour l'acquisition de nouvelles techniques, les réunions de producteurs ; tout cela est représenté comme une opportunité pour élargir le réseau de contacts et assimiler de nouveaux savoirs.

Un second aspect se réfère au mode selon lequel chaque producteur entre en relation avec les traits du nouveau modèle. Prenons un premier caractère du modèle : le statut conféré à la connaissance dans la gestion de l'exploitation. Chez les entrepreneurs agraires, ce trait se révèle dans la pratique quotidienne comme rénovation permanente des techniques utilisées, par la flexibilité productive, par l'élargissement pour intégrer et articuler en permanence de nouvelles affaires, qu'elles soient ou non caractéristiques du secteur, par le fait de consacrer temps, argent et énergie à participer à des sphères où se concentre le *savoir-expert*.

Si on observe à présent les interlocuteurs *santafecinos*, le contraste est visible dans le mode d'appropriation des connaissances techniques et scientifiques. Loin de le déprécier ou de le reléguer, les ex-proprétaires ont démontré qu'ils le valorisaient par l'achat d'équipements modernes. Ils ont également saisi l'importance d'intégrer de nouvelles terres à leur exploitation, en changeant d'échelle, comme le recommandaient les experts de l'INTA. Mais ces décisions n'étaient pas inscrites dans un nouveau cadre d'interprétation de l'activité, ce qui aurait impliqué une interprétation différente des « données » et des « facteurs » qui interviennent dans la production. Ce cadre suppose une redéfinition de la catégorie même de « production agricole », qui désormais se conçoit en d'autres termes. L'expression « gestion entrepreneuriale de l'exploitation » veut rendre compte de cette transformation. Elle suppose, tout au moins, l'intégration d'une administration comptable rigoureuse, la gestion entendue en termes « experts » et l'ouverture de l'espace rural vers d'autres secteurs d'investissement et d'articulation commerciale et financière. Les anciens producteurs ne se sont pas *intégralement* appropriés ce modèle. Ils en ont copié certains gestes, par mimétisme. Ainsi, l'investissement dans un nouveau tracteur ou l'achat de terres n'a pas été le résultat d'une analyse financière de l'entreprise mais le fruit d'une discussion qui a concerné seulement la dimension familiale, sans répondre à d'autres besoins de type administratifs, et même politiques. Lorsqu'une fois cernés, ils ont cherché les moyens d'affronter la dure situation dans laquelle ils se trouvaient, ils se sont orientés vers l'espace collectif de référence : la coopérative. Mais celle-ci, plutôt que de répondre avec une logique de secours mutuel, a appliqué les recettes du marché. Au lieu d'agriculteurs comme eux, ils eurent pour interlocuteurs des « professionnels » (avocats, comptables...).

En conséquence, ils sont restés impuissants à articuler les réponses que la réalité exigeait d'eux à différents niveaux.

En définitive, en reprenant la métaphore employée par l'un de ces entrepreneurs d'Entre Ríos, les « chiffres parlent » uniquement à ceux qui se trouvent dans un cadre interprétatif qui les habilite à les « écouter », à les intégrer à leur pratique quotidienne, en les faisant évoluer de « données » à « facteurs » pour la production.

Passons à un second trait correspondant au nouveau modèle : la fonction idéologique de la norme technoscientifique. Nous observons la disposition symbolique et pratique des entrepreneurs envers le savoir-expert ; ils ont montré, de diverses façons, une ouverture certaine pour les nouvelles technologies, concomitante avec une confiance explicite dans l'avenir ; ils ont exhibé, sans ambivalence, une identité construite sous le sceau de l'innovation comme valeur indiscutable, et de la connaissance comme outil de base.

On peut qualifier d'acritique l'attitude de ces « innovateurs » envers le savoir-expert. Ils le situent dans l'univers symbolique comme paramètre univoque du réel (d'autres, comme le politique, l'émotionnel ou le moral s'en trouvent annulés). Ce mode de représentation met en évidence la double fonction de la technoscience : comme facteur de production et comme norme idéologique. [Habermas, 1973 ; Hernández, 2006]. Un exemple peut éclairer ce point. Les entrepreneurs ont justifié l'adoption du semis direct (SD) par un discours purement scientifique : ils ont évoqué ses facultés pour la conservation des sols, les avantages au niveau biologique, etc. Mais l'adoption de cette technique fait entrer en jeu non seulement des éléments techniques et scientifiques, mais aussi de nouvelles relations humaines au travail, ce qui change non seulement les contenus de l'équation investissements/bénéfices mais comporte aussi un coût social important, avec des conséquences sur la dynamique des villages, les modes de vie et d'aménagement du territoire, entre autres. Cependant, nos interlocuteurs n'ont pas évoqué ces autres facteurs, comme si la dimension technoscientifique suffisait à elle-seule pour légitimer le changement entrepris. Ainsi expulsés du débat, les arguments sociaux, économiques et politiques demeurent masqués, et révèlent l'efficacité du rôle idéologique de la norme technoscientifique.

Les ex-producteurs *santafecinos* ont également évoqué le changement technique comme un facteur essentiel à la croissance de la production, en signalant les difficultés endurées dans leur parcours. Ils se souvenaient de l'obsolescence de leurs équipements, du contrôle difficile des dettes contractées, et non soldées faute d'un mode de gestion approprié. Si on peut reconnaître en eux le caractère normatif de la technoscience (ils évoquent le SD de la même manière que les entrepreneurs), on peut aussi constater la partialité de l'ordre expert pour rendre compte de tous les aspects de leur réalité de colons. En effet, pour donner sens à la situation vécue, ils ont dû inclure, en plus de critères techniques, d'autres éléments sociaux, affectifs et politiques, impliqués dans le processus de sortie. Ils ont thématiqué de différentes manières la transformation du rôle de la coopérative, le lien établi avec un patrimoine (« *el campo* ») qu'on ne peut pas réduire à sa simple dimension économique, la représentation de leur activité en tant que « colon », l'arrivée des acteurs extra-agraires, porteurs d'une relation strictement économique voire financière avec la terre.

En confrontant ces deux profils, on peut identifier les éléments qui demeurent « aproblématiques » dans le cas des entrepreneurs, et sont par conséquent difficiles à appréhender pour l'analyste du social ; « aproblématiques », car ils ont réussi à les réinvestir dans leurs dynamiques quotidiennes, en créant des entreprises compatibles avec les canons du nouveau contexte. Au contraire, les ex-proprétaires de Santa Fe résistent au mode de production hégémonique ; il n'est pas facile pour eux de s'approprier le nouveau cadre interprétatif, ni d'un point de vue symbolique, ni sur le plan pratique. Penser en dehors du cadre idéologique, qui légitime certains arguments et certaines pratiques, en condamnant d'autres, est une action difficile à mener ; on observe au contraire des raisonnements fragmentés, des discours brisés par le traumatisme qui ne parvient pas à se resignifier en termes actuels.

En définitive, on voit comment joue l'espace d'autonomie relative, dont dispose tout champ social par rapport aux systèmes autorégulateurs [Habermas, 1987] : les uns (les entrepreneurs), de par leur disposition envers le savoir-expert, leur capital social dû à leur position dans la structure de classes et leur patrimoine familial au sens élargi, ont réussi à construire des stratégies collectives et à développer des pratiques individuelles capables de les maintenir dans l'activité, en lui donnant de nouveaux contenus. Les autres (les « colons »), se sont vus « déplacés » de leur métier, soit obligés d'assumer d'autres rôles dans la chaîne productive (prestataires de services, employés, etc.) soit directement exclus du secteur (devenant commerçants, employés dans d'autres rubriques...). L'expulsion ne peut pas se lire comme résultant uniquement de l'inadéquation technoscientifique au modèle, mais il reflète bien plus l'impossibilité ressentie pour interagir subjectivement et collectivement dans les conditions sociales, économiques et cognitives induites par l'agriculture globalisée.

Ce qui les unifie c'est leur condition de sujets expérimentant une période de transition entre un modèle productif, fondé sur des connaissances matérielles et « à portée de main » [Schultz, 1974] – soit par l'expérience quotidienne, soit par la transmission héritée des générations antérieures – à un autre modèle basé sur des connaissances de type immatériel et avec la médiation des systèmes experts (les classiques – université, instituts, associations, entreprises – ou les nouveaux – réseaux, internet, etc.). En ce sens, les deux groupes constituent une « génération témoin », en tant que possesseurs d'une expérience sociale : ils ont connu un monde qui a disparu, vécu les prémices de celui qui l'a remplacé, ils peuvent, donc, témoigner de leurs différences.

Enfin, les mêmes règles du jeu peuvent s'appliquer différemment selon les participants : dans une situation donnée, il y a ceux qui arrivent à instrumentaliser de façon réfléchie les éléments dont ils disposent pour répondre avec succès au nouveau contexte, et ceux qui ont moins de moyens objectifs et subjectifs pour ce faire. En ce sens, en postulant l'autonomie relative des champs sociaux, construite à travers l'action intersubjective, on peut rendre compte des changements observés sur la longue durée, en fonction des dynamiques concrètes des agents.

## BIBLIOGRAPHIE

- ALTHABE G., HERNÁNDEZ V.A. [2004], « Implication et réflexivité en anthropologie », *Journal des anthropologues*, n° 98-99, p. 15-35.
- CLOQUELL S. *et alii* [2001], « Transformaciones en el área agrícola del sur de Santa Fe : Los cambios locales en la dinámica económica, social y cultural. Su importancia para la construcción de estrategias », Ponencia presentada a las Segundas Jornadas sobre Estudios Agrarios y Agroindustriales, Facultad de Ciencias Económicas, UBA.
- CRAVIOTTI C., GRAS C. [2006], « De desafiliaciones y desligamientos : Trayectorias de productores familiares expulsados de la agricultura pampeana », *Desarrollo Económico*, n° 181 (abril/junio), Buenos Aires.
- HABERMAS J. [1987], *Théorie de l'agir communicationnel*, Paris, Fayard.
- HABERMAS J. [1973], *La technique et la science comme « idéologie »*, Paris, Gallimard.
- HERNÁNDEZ V.A. [2005], « Démarche anthropologique et hiérarchisation sociales dans des espaces à activité finalisée », in O. Leservoisier (éd.) *Terrains ethnographiques et hiérarchies sociales*, Paris, Karthala, p. 185-206.
- HERNÁNDEZ V. A. [2007], « Entrepreneurs “sans terre” et “pasteurs de la connaissance” : Une nouvelle bourgeoisie rurale ? », in V.A. Hernández, P. Ould-ahmed, J. Papail et P. Phélinas (éd.) *Turbulences monétaires et sociales. L'Amérique latine dans une perspective comparée*, Paris, L'Harmattan, coll. Question contemporaines.
- HERNÁNDEZ V. A. [2006], « Quid d'une anthropologie de la connaissance ? Du rapport au cognitif dans le contexte de la globalisation », in M. Carton et J.-B. Meyer (éd.), *La société des savoirs. Trompe-l'œil ou perspective ?*, Paris, L'Harmattan, coll. Travail et mondialisation.
- SCHUTZ A. [1987], *Le chercheur et le quotidien*, Paris, Meridiens Klincksieck.